



Interview de François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France

« La tête en Europe et les pieds sur le terrain »

LE BIEN PUBLIC – 28 septembre 2016

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau était à Dijon, hier, pour une rencontre avec les équipes régionales de la Banque de France et les acteurs économiques du territoire. Entretien.

Le Bien Public : Quelle est aujourd'hui la situation économique de la Bourgogne-Franche-Comté ?

François Villeroy de Galhau : « Nous faisons des enquêtes de conjoncture mensuellement dans chacune des 13 nouvelles régions. La Banque de France a cette grande chance d'avoir la tête en Europe et les pieds sur le terrain à travers notre présence dans les régions. Nous observons en Bourgogne-Franche-Comté une conjoncture qui représente assez bien la conjoncture nationale. C'est une amélioration que l'on constate depuis 2015, qui résiste bien en 2016, malgré les incertitudes du Brexit notamment. »

Q : Il va y avoir des correspondants TPE de la Banque de France dans chaque département, comment cela va se matérialiser ?

R : « Nous avons nommé au printemps des correspondants TPE que nous avons formés. Le dispositif sera complètement opérationnel à partir du 29 septembre. L'idée est d'avoir, dans chaque département, un correspondant qui puisse, en amont, informer les PME, les orienter, dans le cadre d'un diagnostic sur leur situation financière ou d'une demande de financement. Cela s'accompagne d'un outil de diagnostic développé par la Banque de France, Opale. Dans les TPE-PME, les dirigeants ont rarement de directeur financier. Nous essayons de les aider avec un outil qui soit à la fois simple et pertinent pour savoir exactement où en est l'entreprise et quels sont ses besoins. »

Q : En avril, on vous a confié une mission d'opérateur national de l'éducation financière et économique des publics. Comment cela va se traduire dans la région ?

R : « C'est le prolongement de tout ce que fait la Banque de France pour les ménages et les familles, notamment sur la prévention du surendettement. L'année dernière, nous avons aidé 237000 familles sur le plan national à sortir du surendettement. Notre mission d'éducation budgétaire s'étend également à une meilleure information de tous les Français sur les produits financiers et les grands débats économiques. Nous allons être chef d'orchestre de ces actions d'information. Sur le plan régional, la Bourgogne-Franche-Comté est bien avancée puisque nous avons déjà signé trois

conventions, l'une avec l'Université de Franche-Comté et deux l'année dernière avec les Rectorats de Dijon et de Besançon. Lors du premier semestre 2016, nous avons réalisé 25 interventions en milieu scolaire ou universitaire. Et, 46 actions ont été menées auprès de travailleurs sociaux. »

Q : Certains économistes disent qu'une politique de restriction budgétaire n'est pas la bonne solution pour créer de la croissance. Qu'en pensez-vous ?

R : « Une relance budgétaire généralisée, comme J. Stiglitz le propose, cela veut dire plus de dépenses publiques et plus de déficit. Si c'était la condition de la croissance, la France et l'Italie en seraient les championnes d'Europe. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Notre dette publique était, en 1980, à 20 % du PIB. Elle est aujourd'hui à près de 100 % du PIB. Nous avons fait beaucoup de déficit, beaucoup de relance budgétaire et nous n'avons pas eu de meilleurs résultats en termes de croissance. Et l'inverse, les pays d'Europe du Nord qui ont fait moins de dettes et plus de réformes ont eu de bien meilleurs résultats en termes de croissance et surtout d'emploi. Donc la clé de la croissance et de l'emploi en France ce sont les réformes, plutôt que la dépense et le déficit. »

Q : Que répondez-vous aux candidats à l'élection présidentielle qui parlent de sortir de l'Union Européenne ?

R : « Notre appartenance à l'Union Européenne fait partie de notre croissance économique. Nous exportons beaucoup en Europe grâce au marché unique. Nous avons une monnaie solide, l'euro, soutenue par 70 % des Français. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas améliorer le fonctionnement de l'Europe, la faire travailler davantage sur les préoccupations concrètes des Français. D'où l'importance de respecter notre engagement sur les 3 % de déficit. Si nous voulons faire marcher mieux l'Europe, il faut que l'on nous croit. »

Q : Quelles sont les conséquences du Brexit ?

R : « Nous avons évité un choc financier brutal parce que, notamment, les banques centrales ont coopéré pour éviter ce choc. Ce qu'il y a devant nous c'est l'incertitude qui touche les entreprises qui sont au Royaume-Uni. Est-ce qu'elles garderont ou non l'accès au marché unique européen ? Tant qu'elles n'auront pas la réponse à cette question, elles investiront moins ou pas en Grande-Bretagne. Il est souhaitable que les négociations s'ouvrent AU plus vite puis qu'elles soient menées dans la clarté. Si la Grande-Bretagne veut garder l'accès au marché unique, elle en applique toutes les règles. Il n'y a pas d'Europe à la carte. »

Q : Vous êtes pour la construction d'une union européenne de financement et d'investissement. Qu'entendez-vous par là ?

R : « L'un des grands atouts de l'Europe qui n'est pas très connu, c'est que l'Europe a un excédent d'épargne important, de plus de 300 milliards d'euros. L'union de financement et d'investissement, cela consiste à dire "utilisons mieux cette épargne pour pousser l'investissement en Europe". Il y a l'investissement public mais il y a aussi l'investissement privé, celui des entreprises. Ce qui est très important c'est d'utiliser l'épargne pour renforcer les fonds propres des entreprises de façon à ce qu'elles puissent davantage innover. L'Europe est en retard d'innovation par rapport aux États-Unis en bonne partie parce que ses entreprises ont moins d'accès à des fonds propres. Or, nous avons de l'épargne disponible. Il faut donc réfléchir au moyen de mieux faire circuler l'épargne à travers les frontières de la zone euro pour que l'ensemble des entreprises européennes soient plus fortes. »

Q : Pourquoi n'avons-nous pas une croissance aussi forte qu'en Allemagne ?

R : « La croissance s'est améliorée. En France, elle sera proche d'1,4 % en 2016. Mais quand on regarde nos voisins européens, certains font mieux que nous. L'Allemagne va faire 1,8 % cette année et l'Espagne 3 %. Ceux qui font mieux, ce sont ceux qui ont fait plus de réformes. La France a mené des réformes mais elle doit en faire davantage si elle veut lever le limiteur de vitesse sur la croissance française. »

Q : Que pensez-vous de cette mesure de la loi Sapin 2 qui vise à limiter les retraits sur les assurance-vie en cas de crise ?

R : L'objectif est de protéger l'épargne des Français et des assurés. Nous avons, depuis 2013, la capacité de prendre, si nécessaire, des mesures pour renforcer la solidité financière des banques. Et nous n'avons pas encore cette capacité pour les assurances. Il s'agit de corriger une anomalie et non pas évidemment de modifier les contrats d'assurance-vie. »

Propos recueillis par Anne-Lise Bertin